

Lina Murr Nehmé et Michel Fayad - Qui la France soutient-elle vraiment en Syrie ?

[La Nouvelle Revue Politique](https://nouvellerevuepolitique.fr)

Le 13 décembre 2025, un tireur attaqua une patrouille conjointe syro-américaine près de Palmyre (Syrie), et tua trois Américains. Trump répliqua en bombardant sévèrement les positions de Daesh, et en les faisant ensuite bombarder par les Français et les Anglais, en coordination avec le président syrien autoproclamé, Ahmed al-Charaa.

Les 19-20 janvier, ce dernier, ayant commis un massacre de Kurdes, libéra une partie des djihadistes de Daesh qu'ils gardaient dans leurs prisons.

Pour Trump, tout cela était magnifique. Il déclara, le 27 : *« J'ai eu une formidable conversation avec le très respecté président de Syrie. Toutes les choses qui ont à voir avec la Syrie et cette région, tout ça marche très très bien, nous en sommes très contents. »*

Treize mois plus tôt, le « très respecté président de Syrie » en question n'était pour Trump que « Joulani », bandit des grands chemins, criminel mis au ban de la société internationale, car coupable de crimes de masse contre l'humanité en Irak, au Liban et en Syrie – dont le meurtre de milliers d'innocents, y compris américains. Les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles et doivent donc obligatoirement être jugés et punis. L'administration Trump avait donc offert une récompense de 10 millions de dollars à qui permettrait de savoir où il était.

Par la bouche de son chef Haytham Manna, l'opposition syrienne non-violente accusait même Joulani d'avoir aidé à commettre les bombardements chimiques de la Ghouta de Damas qui avaient tué des centaines de civils en août 2013. Car Bachar el-Assad était alors vainqueur sur le terrain, et la coalition de dizaines de partis qui le combattait n'avait aucun moyen de l'abattre, sinon en suscitant une intervention punitive internationale, les Américains ayant déclaré que les bombardements chimiques étaient « une ligne rouge » pour Assad.

Et durant onze ans, les Américains avaient gardé la même idée de Joulani. Le 16 décembre 2024, Morgan Ortagus, future envoyée spéciale de Trump au Moyen-Orient, le comparait aux poupées-gigognes : *« Vous commencez à en ouvrir une, et vous vous dites : Tiens, mais c'est HTC ! Oh ! mais attendez une minute ! Ces gens sont du Daesh light, vous savez ! Ou l'ancienne al-Qaïda/Irak [Daesh], vous savez ce genre de types. »*

Des poupées gigognes ? Ortagus aurait pu aussi parler de serpent qui mue. Car Joulani était le chef de l'entité criminelle la plus puissante du Moyen-Orient : *Hayat Tahrir al-Cham (Organisation pour la Libération du Levant)* ou *HTC*. Et il n'a pas cessé, puisque les chefs de cette association sont devenus ses ministres et ses généraux, même quand ils étaient des étrangers. Quant à la piétaille de HTC, il l'emploie à noyauter ce qui reste des forces de l'ordre et de l'armée syriennes.

Auparavant, cette même organisation s'appelait *Fatah al-Cham (Conquête du Levant)*.

Et avant cela, elle s'appelait *al-Qaïda fi al-Cham (al-Qaïda au Levant)*.

Et auparavant, elle s'appelait al-Nosra ou *Jabhat al-Nosra li-ahl al-Cham (Front pour l'aide aux gens du Levant)*.

Et auparavant, le noyau fondateur d'al-Nosra était tout simplement membre de l'organisation djihadiste al-Qaïda sous sa forme irakienne, autoproclamée *État Islamique/Irak*, puis *État Islamique en Irak et au Levant (Daesh)*, puis *État islamique*.

D'où les moqueries des internautes de l'ambassade américaine à Damas en 2021, quand Joulani s'était mis en costume-cravate pour passer sur la chaîne de télévision américaine PBS. Change-t-on de personnalité parce qu'on a changé le nom de son organisation et qu'on s'est déguisé en Américain dans un costume chic ?

Les moqueries firent place au respect quand Joulani prit le pouvoir à Damas, et avec le pouvoir, son ancien nom d'al-Charaa. Les sanctions furent levées, les Américains lui ayant demandé de les aider contre l'EI !

Le 4 mars 2025, il se rendit au sommet extraordinaire de la Ligue arabe au Caire où il rencontra les représentants des pays arabes, notamment ceux de l'Arabie Saoudite et du Qatar, qui étaient capables d'influer sur la politique occidentale. Ils l'avaient autrefois financé – et armé à travers la Turquie – quand il était le chef d'al-Qaïda, et ils voulaient obtenir une levée rapide des sanctions américaines et européennes, pour qu'il puisse reconstituer l'arsenal de Bachar el-Assad, que les Israéliens avaient détruit quand il avait pris Damas.

Tant l'Arabie que le Qatar avaient financé al-Qaïda en Afghanistan et al-Qaïda en Irak. Ils étaient donc très contents de voir Joulani commettre les mêmes crimes, et c'est pour cela qu'ils n'avaient jamais cessé de le financer et de l'armer à travers la Turquie, qui lui servait de base logistique. Ils étaient ravis de le voir au pouvoir en Syrie, à la place d'un alaouite que leur loi leur commandait de détruire (fatwa d'Ibn Taymiyya).

Le sommet du Caire procura à Joulani assez d'argent et de promesses d'immunité, pour qu'il procède, la même semaine, à un génocide d'alaouites. Ainsi, les 7, 8 et 9 mars, il envoya brûler des quartiers entiers devant caméras, et tuer tous les alaouites hommes, femmes et enfants, même dans les villes qui avaient été hostiles au régime Assad. Il en

extermina ainsi des milliers.

Voir ces images sur les réseaux sociaux était un spectacle terrifiant. Mazloum Abdi, commandant des FDS (Forces Démocratiques Syriennes), céda aux pressions américaines et turques et accepta de signer la fin de l'autonomie kurde et la perte des territoires syriens arabophones annexés par les Kurdes grâce aux Américains. Ils les avaient gardés durant des années parce que les Américains n'avaient pas mis fin à leur soutien. Mais maintenant, Trump lâchait les Kurdes. Le mardi 20 janvier, l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack, avait déclaré : « *La mission initiale des FDS en tant que principale force anti-EI sur le terrain a largement pris fin, car Damas est désormais prêt à prendre le relais en matière de sécurité, notamment pour contrôler les centres de détention de l'EI* ».

Barrack apprécie Joulani et se réjouissait apparemment de le voir mettre la main sur 7000 djihadistes de Daesh, et à terme, les utiliser à combattre les Kurdes. Il se trompait cependant : l'administration américaine ne faisait pas confiance à Joulani. En lui livrant les régions kurdes, le CENTCOM avait organisé le transfert des 7000 prisonniers de Daesh au Kurdistan irakien.

Dans ce cas, comment expliquer la phrase admirative de Trump concernant le « *très respecté président de Syrie* », alors qu'à l'origine, il n'avait aucune sympathie pour le terroriste qui avait tué des Américains et avait déclaré sur PBS qu'il s'était «réjoui» du massacre du 11/septembre ?

La réponse, c'est Trump qui la donne : son voyage en Arabie Saoudite, aux Émirats arabes unis et au Qatar lui avait procuré des promesses de contrats de plus de trois mille milliards de dollars, auxquelles le Qatar ajouta un avion valant 400 millions de dollars – dont Trump aurait l'usufruit en tant que Président – et qui contenait le nec plus ultra en matière de luxe : des toilettes en or.

Abdi et Joulani signèrent, le 10 mars, sous parrainage turc et américain, un accord qui instaurait un cessez-le-feu sur tout le territoire syrien, et prévoyait l'intégration des institutions civiles et militaires du nord-est (kurde) dans l'État syrien. Auparavant, les Kurdes étaient censés obtenir d'al-Charaa leur reconnaissance comme communauté autochtone, et la garantie des droits politiques, constitutionnels et de citoyenneté de tous les Syriens sans distinction. L'accord stipulait aussi le retour et la protection de tous les déplacés, le rejet de toute division ou discours de haine, et la coopération pour préserver l'unité et la sécurité du pays.

Tout ce beau projet devait être appliqué avant la fin de l'année 2025. Mais Joulani ne fit pas revenir les déplacés alaouites, chrétiens et autres. Et il ne les protégea pas les minorités. Il ne fit rien pour reconnaître la communauté kurde comme syrienne à part entière avec ses particularismes comme il l'avait promis, ou pour lui proposer des postes de ministres ou de députés. Il n'interdit pas à ses hommes les discours poussant à la haine des Syriens non-sunnites. Il ne garantit pas les droits politiques, constitutionnels et de

citoyenneté de l'ensemble des Syriens sans distinction. Il monopolisa tous les pouvoirs, au contraire, imposant une Constitution qui le faisait à la fois Président et Premier ministre, et préparait le chemin à une islamisation totale du pays. Enfin, il ne rendit pas justice aux victimes de ses miliciens «incontrôlés», ne demanda même pas de comptes à ceux d'entre eux qui s'étaient filmés torturant, avilissant ou tuant des civils alaouites ou druzes. En juin et juillet, il commit même contre les druzes un génocide qui ne fut arrêté que par des bombardements israéliens avec menace d'intervention militaire.

N'ayant rien obtenu des droits promis, les Kurdes ne firent rien pour livrer leurs positions et intégrer leurs milices dans l'armée nationale. Joulani se plaignait au président Macron avec lequel il avait une relation spéciale, car il avait été le premier chef d'État à le recevoir de façon officielle, le 7 mai 2025, après les massacres d'alaouites.

Macron lui conseilla de vider Alep des combattants kurdes (ce qui, pour Joulani, revenait à chasser tous les Kurdes de la ville). Dans une interview à la chaîne de télévision kurde Chams, il dit :

« Le président Macron m'a contacté de façon officielle et m'a dit : "Pour régler ce problème, il nous suffit de retirer les gens armés du quartier Cheikh-Maqsoud [à Alep]." J'ai répondu : "Je suis d'accord." Et nous avons arrêté cette opération, puis nous avons envoyé là-bas les autobus, mais ils [les Kurdes] ont refusé de sortir du quartier Cheikh-Maqsoud. Ils avaient un ordre venu de Qandil [montagnes du Kurdistan irakien où vivent les chefs du PKK] de rester et de poursuivre les combats jusqu'au bout. Puis les Américains aussi m'ont contacté ; ce sont eux qui dirigent au nord-est de la Syrie. Ils m'ont dit : "Nous allons procéder en trois phases au retrait des forces armées là-bas." Nous avons dit : "Nous sommes d'accord." Ensuite, ils nous ont dit que les FDS n'étaient pas d'accord. Moi, j'ai une question à poser. Quid de l'accord du 4 janvier ? Qu'est-il arrivé ? Qui combattait de l'intérieur ? »

La vérité, on avait pu la suivre heure par heure sur les pages kurdes sur les réseaux sociaux. Les délégués des deux camps avaient prévu de se rencontrer le 4 janvier 2026, pour mettre au point les détails de l'application de l'accord. Abdi et ses hommes vinrent au rendez-vous, s'attendant à discuter avec Joulani et son ministre des Affaires étrangères, Assaad Chibani.

Mais Chibani ne vint pas. Par une coïncidence extraordinaire, il avait choisi de négocier le même jour avec les Israéliens. Et Joulani aussi ne vint pas.

Macron ne dit pas s'il a vraiment conseillé à Joulani de débarrasser Alep des Kurdes. Mais le président Trump publia sur sa plate-forme Truth Social le message privé dans lequel Macron lui disait : *« Mon ami, nous sommes parfaitement d'accord sur la Syrie. »*

D'accord pour remplacer les vainqueurs de Daesh par des miliciens de Daesh et al-Nosra, déguisés en soldats syriens ? Car durant la conquête de la Syrie par Joulani, une partie des soldats de l'armée d'Assad avaient déposé les armes et avaient fui en voyant Joulani

en position de force. Une autre partie avait été tuée, et le reste était passé à HTC et s'était mis à combattre dans ses rangs. L'actuelle armée syrienne est donc en réalité HTC en uniforme de l'armée nationale. Et une partie de cette armée avait déserté pour passer à Daesh. L'État islamique avait également recruté parmi les milices et les tribus locales. En l'espace d'un an, les 2000 djihadistes de l'État islamique qui vivaient en liberté en Syrie, étaient devenus 10 000, d'après le chef du renseignement irakien.

Parmi les troupes de Joulani, les Kurdes affirment avoir reconnu leurs massacreurs de 2014. Le 13 janvier, le général Hama Regr, commandant de l'unité 80 des Peshmerga du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK) du clan Barzani, déclara :

« Ceux qui ont attaqué notre peuple à Alep, c'est Daesh. Nous ne nous étions pas encore remis du génocide des Yézidis, qu'ils sont revenus exterminer notre peuple. » Et il ajouta, menaçant : *« Nous sommes prêts à aller en Syrie pour défendre notre peuple si on nous l'ordonne. »*

Hama Regr veut probablement dire que Joulani est un ancien commandant de Daesh qui a commis des massacres en Irak, et a quitté ce pays pour s'installer en Syrie où il a fondé une branche de l'EII appelée al-Nosra. Rien n'empêche que certains hommes de Daesh se soient, à titre individuel, présentés pour se battre aux côtés de l'armée syrienne/HTC contre les Kurdes en janvier 2026, et qu'on ait pu voir un ou deux emblèmes de Daesh durant la bataille comme le montrent deux ou trois photos non vérifiées, diffusées par les internautes. Les hommes de Joulani et ceux de Daesh sont des copains : tant que l'idéologie reste la même, ils n'ont aucun inconvénient à changer de veste et de logo si on leur offre plus d'argent ou des armes plus coûteuses. C'est comme un ouvrier qui change d'employeur. Mais on n'a pas vu de groupes distincts, comme ceux de Daesh et al-Nosra qui se sont battus côte à côte contre l'armée libanaise en 2014, et contre Bachar el-Assad en décembre 2024.

En tout cas, et dès qu'il l'a pu, d'ailleurs, Joulani, ex-État islamique, ex-al-Qaïda, ex-al-Nosra, ex-Fatah al-Cham, ex-Hayat Tahrir al-Cham, a libéré les prisonniers de Daesh, ses anciens compagnons. Il ne l'aurait pas fait s'ils avaient risqué de se retourner contre lui : ni Assad, ni les Kurdes, ni les Français, ni les Américains n'auraient osé les libérer. Mais un chef d'al-Qaïda qui a changé de nom mais non d'idéologie, le peut, car il est des leurs. Joulani avait eu quelques-uns de ces hommes sous son commandement avant août 2011, époque à laquelle il était l'émir délégué pour représenter l'État islamique au gouvernorat de Ninive. Un moment, ils l'avaient combattu quand il avait violé le serment d'allégeance qu'il avait fait à Abou Bakr Baghdadi. Mais celui-ci était mort, et dans le monde djihadiste, visiblement, il n'y avait plus au Levant que Joulani qui soit capable de mener des troupes à la victoire.

Si Joulani a pu conquérir 40% du territoire des FDS qui avaient vaincu Daesh, cela signifie qu'il est désormais une menace pour l'Irak voisin, comme l'a dit Moqtada Sadr : *« L'Irak ne doit pas être négligé, car ce serait le début de la fin. Ce qui se passe en Syrie, près de la frontière irakienne, est extrêmement grave. »* Sadr n'attend ni promesses ni

accords. Il sait que Joulani les fait d'un air sincère, et les balance quand ils ne lui sont plus utiles.

En ce moment, Joulani fait des promesses aux Américains au sujet d'Israël. Le genre de promesses qu'il avait faites autrefois à Abou Bakr Baghdadi, lui promettant la paix, et se retournant contre lui par la suite.

Mais celui qui a fait souffrir Daesh et Joulani, c'est le Liban. Il est le seul pays à les avoir vaincus sans aide étrangère. Et son armée a pour commandant en chef un chrétien. Et dans cette armée, l'officier vainqueur de Daesh fut un chrétien qui dirigeait des soldats de plusieurs religions différentes. Quelle humiliation pour des islamistes, que de voir leurs frères vaincus par une armée commandée par un chrétien ! Le Liban est au premier rang des préoccupations de Joulani. Il l'a montré dès son arrivée au pouvoir, en annonçant qu'il allait faire revivre le traité de « *fraternité* » imposé par Hafez el-Assad au Liban en 1991, et qui est en fait un traité d'anschluss.

Six mois plus tard, le 6 juillet 2026, Emmanuel Macron est à Damas où il effectue la première visite officielle d'un président français en Syrie, depuis celle de Nicolas Sarkozy en 2008.

Le lendemain 7 juillet, des explosions sont entendues à Damas près de son hôtel. Les explosions permettront certainement à Joulani de demander à Macron des fonds pour combattre Daesh... Mais Macron dit ne pas les avoir entendues. C'est peut-être vrai, car il fait chaud à Damas, et Joulani lui offre la climatisation. Les deux hommes se rencontrent pour un dîner de travail en comité restreint, des entretiens bilatéraux et une conférence de presse au palais présidentiel. Macron est accompagné d'une importante délégation d'hommes d'affaires français afin de négocier des contrats pour la reconstruction économique d'une Syrie en difficulté. L'Élysée a parlé d'un message de « *cohérence, d'exigence, d'espoir et d'engagement pour l'avenir* » et de rencontres avec des acteurs de la société civile syrienne, dont le directeur du SNHR (Syrian Network for Human Rights), qui a récemment, durant les massacres d'alaouites, été très critique à l'égard du régime de Joulani.

Cette visite intervient dans un contexte de repositionnement diplomatique majeur. La visite de Macron à Damas a lieu juste avant le sommet de l'OTAN à Ankara (Turquie). Là, Joulani est attendu. En marge du sommet, il doit rencontrer des leaders de l'OTAN le 7 juillet, et Donald Trump le 8. Des rumeurs et discussions au printemps 2026 autour du G7 (Paris) évoquaient déjà le repositionnement de la Syrie, avec la participation du ministre des Finances syrien ou des spéculations sur une présence de Joulani lui-même, dans la foulée d'une possible seconde visite à Washington après sa rencontre avec Trump en novembre 2025.

Des rumeurs ont couru selon lesquelles Emmanuel Macron aurait envisagé, lors de cette visite, de proposer au nouveau pouvoir syrien de participer à une force internationale dans le sud du Liban. Mais contrairement à Trump, Macron sait ce que cela signifie, et il

ne le claironnera pas, en tout cas pas avant la dernière minute.

Donald Trump, en tout cas, a demandé, en présence de l'émir du Qatar, aux nouvelles autorités syriennes de contribuer au désarmement du Hezbollah. Des sources américaines confirment une stratégie conjointe États-Unis/Syrie visant à empêcher l'Iran d'envoyer des armes au Hezbollah via le territoire syrien – un axe central des discussions prévues entre Trump et Joulani à Ankara. D'après l'expert défense et sécurité Matthias Inbar, qui cite des sources de renseignement, Donald Trump aurait annulé une opération israélo-américaine contre l'Iran sous la pression d'Erdogan et de Joulani, illustrant l'influence croissante du nouveau pouvoir syrien sur les décisions américaines dans la région. Joulani a d'ailleurs, sur son compte officiel, félicité publiquement Trump pour le 250^e anniversaire de l'indépendance américaine, exprimant le souhait de bâtir des relations basées sur le respect mutuel et la coopération pour la stabilité régionale.

Trump fait ainsi confiance à Joulani, alors que celui-ci n'a pas tenu les engagements de son accord avec Mazloum Abdi qui, le 10 mars 2025, a été conclu sous parrainage turco-américain. Trump n'a pas exigé qu'il organise le retour des déplacés alaouites, chrétiens et autres, et assure la protection des minorités comme il s'y était engagé. Il n'a pas exigé la reconnaissance de la communauté kurde comme syrienne à part entière avec ses particularismes et ses droits politiques/constitutionnels ; il n'a pas demandé des postes de ministres ou de députés pour les Kurdes, ni l'intégration des institutions civiles et militaires du nord-est (FDS) dans l'État syrien. Il n'a pas questionné le monopole des pouvoirs que s'est arrogé Joulani via cette Constitution qui le fait à la fois Président et Premier ministre, et prépare une islamisation totale du pays. Il ne lui a pas demandé des comptes au sujet des discours de haine persistants contre les non-sunnites, ou de l'absence de justice pour les victimes des miliciens « incontrôlés » filmés en train de torturer ou de tuer des civils alaouites et druzes. Car, incontrôlés ou non, ils auraient dû être punis, et ce n'est pas le gouvernement de Joulani qui les a arrêtés, mais, nous l'avons dit, les bombardements israéliens et les menaces d'intervention directe de Tsahal.

L'armée syrienne reste largement composée d'ex-miliciens HTC en uniforme national, avec des défections vers Daesh ; le nombre de djihadistes de l'État islamique en liberté est passé de 2000 à 10 000 en un an selon le renseignement irakien. Joulani a libéré des prisonniers de Daesh qu'il avait eus sous son commandement autrefois à Ninive, et que ni Assad, ni les Kurdes, ni les Occidentaux n'auraient osé relâcher. Alors Moqtada Sadr a averti que ce qui se passe en Syrie près de la frontière irakienne est « *extrêmement grave* » et constitue potentiellement « *le début de la fin* » pour l'Irak.

Les Émirats arabes unis, qui ont fait la paix avec Israël, ménagent la chèvre et le chou. Ils ont autrefois grassement financé « al-Nosra, al-Qaïda », aux dires de Joe Biden, qui était bien placé pour le savoir. Ils ont continué à le soutenir quand il s'est installé à Idlib, tout en soutenant des réseaux et commandants locaux dans le sud syrien, notamment à Deraa, dont certains furent parmi les premiers à entrer à Damas en décembre 2024. En même temps, des cercles proches des Émirats ou relayés par eux feraient en Occident la

promotion de Manaf Tlass – ancien haut gradé sunnite du cercle d’Assad, déserteur depuis 2012 – comme une alternative moins islamiste qu’al-Charaa.

Malgré les massacres commis par al-Charaa, ses promesses non tenues envers les minorités, sa Constitution centralisatrice, ses liens idéologiques persistants avec les milieux terroristes, et ses exactions contre les minorités, la France a noué une « relation spéciale » avec lui. Par la voix de Macron, elle s’engage diplomatiquement et économiquement avec le pouvoir de Damas, au moment même où ce dernier s’intègre dans les circuits de l’OTAN et dialogue directement avec Trump. Les explosions entendues à Damas ce 7 juillet 2026 rappellent que la stabilité reste fragile, tandis que le Liban et les minorités syriennes attendent toujours les garanties promises.